

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 27/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METROPOLE AMP ISDND ARBOIS

TERRITOIRE PAYS D'AIX
CS 40686
13626 Aix-En-Provence

Références : D2025-0465 (référence à rappeler dans toute correspondance)
SPR/2025-554
Code AIOT : 0006401122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement METROPOLE AMP ISDND ARBOIS implanté TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée pour la réception des alvéoles 1 et 2 du casier B4 avant leur mise en service (réception des déchets) conformément à l'article 20 III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE AMP ISDND ARBOIS
- TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence
- Code AIOT : 0006401122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchet non dangereux limitée à 110 000 tonnes/an pour l'année 2025 réparties sur le casier B3 et le casier B4.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Géotextile antipoinçonnant	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 III	Sans objet
2	Matériaux Drainants	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 II	Sans objet
3	Pompage des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11	Sans objet
4	Contrôle achèvement des travaux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 9.1.4.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a procédé en date du 10 juillet 2025 à la visite d'inspection requise avant mise en service de nouvelles alvéoles 1 et 2 du casier B4.

Considérant que le respect des préconisations réglementaires et des normes en vigueur est en premier lieu de la responsabilité de l'exploitant, l'inspection des installations classées a procédé à la vérification documentaire par sondage du dossier technique n° P07027 du 18 juin 2025, relatif aux travaux réalisés pour la constitution des alvéoles 1 et 2 du casier B4 de l'ISDND de l'ARBOIS à Aix-en-Provence. À l'issue de ce contrôle par sondage, l'Inspection n'émet aucune observation. Cet examen documentaire a été complété par une visite terrain qui n'a pas révélé d'incohérence entre les constats visuels réalisés et les éléments examinés dans le dossier.

L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la réception des alvéoles 1 et 2 du casier B4 de l'ISDND de l'Arbois, conformément à l'article 20 III de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Géotextile antipoinçonnant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 III
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la géo-membrane PEHD
Prescription contrôlée : Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane. Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.
Constats : L'entreprise BUESA a mis en œuvre une barrière de sécurité active constituée d'une géomembrane PEHD d'épaisseur 2 mm, d'un géotextile antipoinçonnant de 1 500 g/m ² en fond, et de protection de 1 000 g/m ² en flanc, au sein des alvéoles n°1 et 2 du casier B4. L'entreprise BUESA a transmis les certifications ASQUAL des personnels qui ont réalisé la pose de cette barrière de sécurité active.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Matériaux Drainants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 II
Thème(s) : Risques chroniques, Drainage sur géo-membrane
Prescription contrôlée : En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10^{-4} m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.
Constats : La barrière active est surmontée d'un massif de matériaux drainants d'une épaisseur minimale de 50 cm, tel que le démontre le levé topographique transmis dans le dossier de conformité des travaux d'aménagement des alvéoles 1 et 2 du casier B4. L'exploitant a transmis la fiche technique produit des granulats indiquant une perméabilité supérieure ou égale à 1.10^{-4} m/s Au sein de ce massif de matériaux drainants, un réseau de drain de diamètre 160 mm permet de faciliter l'écoulement des lixiviats vers le point bas de l'alvéole, au niveau duquel se situe un puits de pompage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Pompage des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Récupération lixiviats
Prescription contrôlée : L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas. En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme. Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation. Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé. Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

Le point bas est équipé d'un puits de pompage constitué d'une buse en PEHD de diamètre 600 mm intégrée au sein d'une buse de protection en béton perforé. L'espace annulaire entre les deux buses est comblé par des matériaux drainants. L'ensemble du puits repose sur une plaque PEHD de 2 cm d'épaisseur, elle-même reposant sur une dalle béton encapsulée dans une membrane PEHD 2 mm.

Ce puits permet la reprise des lixiviats par pompage, pour transfert vers le BGC1.

L'exploitant vérifie le bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage en observant chaque jour l'écoulement dans le bassin des lixiviats. Cette vérification est complétée par un relevé du compteur des pompes et la vérification des émissions sonores des pompes pneumatiques.

Une sonde piézométrique est positionnée dans le puits de collecte. Cette sonde émet une alarme si le niveau des 30 centimètres au-dessus de la géomembrane est atteint.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle achèvement des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 9.1.4.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du parfait achèvement des travaux

Prescription contrôlée :

Pour chaque casier et avant toute réception de déchets, l'exploitant fait procéder au contrôle du parfait achèvement des travaux d'aménagement du casier. Le contrôle précité est réalisé par un ou des organismes tiers, indépendants de l'exploitant. Le rapport de contrôle est transmis au préfet et à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires de l'exploitant, a minima 15 jours avant la réception des déchets dans le casier.

Constats :

La barrière de sécurité passive (BSP) a fait l'objet d'un contrôle extérieur par un tiers indépendant, à savoir l'entreprise KOMEA.

La barrière de sécurité active (BSA) a fait l'objet d'un contrôle extérieur par un tiers indépendant, à savoir l'entreprise VALDECH.

L'exploitant a transmis à l'Inspection, par mail du 19 juin 2025, le dossier de conformité des travaux d'aménagement des alvéoles 1 et 2 du casier B4 réalisé par le bureau d'étude EODD.

Ce document a pour objectif de porter à la connaissance des services compétents l'ensemble des éléments de conformité des ouvrages réalisés, en particulier vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié et de l'arrêté préfectoral n°2021-94-A du 5 décembre 2022.

Sur le fondement du dossier de conformité référencé n° P07027 du 18 juin 2025, l'Inspection a pu constater que :

- les côtes de fond des deux alvéoles sont supérieures à celles définies dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 2020, soit au niveau du toit de l'argile 218,91 m NGF pour une cote du point bas limite à 218,5 m NGF au droit de l'alvéole 2 et 222,08 NGF pour une cote du point bas limite à 220,5 m NGF au droit de l'alvéole 1,
- des contrôles par des organismes extérieurs attestent de la bonne mise en œuvre de la barrière de sécurité passive argileuse (BSP) et de la pose de la géomembrane en PEHD, ainsi que de la qualité du géosynthétique bentonitique intercalé entre la BSP et la géomembrane PEHD,
- les mesures de perméabilité de la barrière de sécurité passive sont réalisées suivant des normes adaptées et ont mises en évidence des résultats tous inférieurs à la limite de 10-9 m/s,

- des levés topographiques démontrent, que l'épaisseur de barrière du matériau argileux formant la barrière de sécurité passive est partout supérieur à 1 m, et celle de la couche drainante de matériaux drainants supérieure à 0,5 m,
- l'organisme tiers a effectué un contrôle extérieur des soudures de la géomembrane PEHD sans détecter de défaut,
- tous les poseurs étant intervenus, sur la pose de la BSA, étaient en possession d'une accréditation ASQUAL (certification qualité),
- des géo-grilles de renforcement en protection du GSB ont été placés lors d'appuis sur d'anciens casiers (entre autre ADS et casier B3),
- un dispositif de contrôle permet de s'assurer du fonctionnement des équipements de pompage des lixiviats vers le bassin de stockage des lixiviats.

Sur le terrain, l'inspection a vérifié l'absence d'incohérence entre le contenu du dossier technique et les structures observables du casier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La transmission du dossier de conformité par mail ne suffit pas juridiquement. Le dossier de conformité doit être transmis au Préfet à minima 15 jours avant la réception des déchets dans le casier.

Type de suites proposées : Sans suite